

4 février 2011 09h02 | Par **BERNARD BROUSTET**

Ken MacFarlane (First) : « Je me bats pour Blanquefort »

Hier, le vice-président de Ford Europe a visité l'usine First de Blanquefort. Il affirme que le groupe travaille dur à un projet structurant pour l'avenir du site



Ken MacFarlane, vice-président de Ford Europe, en charge de l'ensemble des activités industrielles sur le vieux continent, a passé la matinée d'hier à Blanquefort. C'était la première fois qu'il se rendait sur le site. Car s'il était venu à plusieurs reprises dans l'agglomération bordelaise, les rencontres avec les élus et les syndicats s'opéraient en terrain neutre, puisque Ford n'était pas redevenu propriétaire de l'usine « First » de Blanquefort. Depuis le 1er janvier, c'est chose faite. Et c'est donc en patron que Ken MacFarlane a arpenté les ateliers, avant de rencontrer pendant 1 h 30 les organisations syndicales. Celles-ci (voir ci-contre) se sont déclarées déçues que Ken MacFarlane n'ait pas annoncé de projet structurant pour l'avenir du site. Dans une interview à « Sud Ouest », le dirigeant de Ford Europe affirme entre autres que le groupe travaille avec acharnement à la concrétisation d'un tel projet.

« Sud Ouest » Pourquoi êtes-vous venu à Blanquefort ?

Ken MacFarlane Je voulais faire connaissance avec l'usine. J'aime visiter les usines, c'est la meilleure partie de mon travail. Je voulais aussi remercier les syndicats dont le sens de la responsabilité a permis que la reprise du site par notre groupe puisse s'opérer dans des délais très brefs. Mais je souhaitais surtout parler de l'avenir. Car désormais, ce qui doit nous intéresser, ce n'est pas ce qui s'est passé en 2010 et avant. C'est ce qui va se passer en 2011 et après.

Quelle impression retirez-vous de votre visite ?

J'ai trouvé une usine très propre, très bien entretenue. J'ai vu sur mon chemin des visages souriants. De toute évidence, les salariés semblent satisfaits d'être revenus chez Ford. L'équipe de direction est motivée, et manifeste une grande volonté de participer à l'avenir du site. Dans l'ensemble, je trouve qu'il y a beaucoup de compétence, de professionnalisme dans cette usine. Or, dans l'industrie, le facteur le plus déterminant, c'est le facteur humain. On peut toujours acheter les machines ou les équipements les plus modernes. On ne peut pas acheter les gens.

Vous avez déjà présenté quelques projets susceptibles d'amener un certain niveau d'activité au site. Mais celui-ci peut-il survivre à long terme sans un grand projet structurant ?

Avec la direction de First, nous recherchons un grand projet structurant. Nous travaillons sur des pistes. Mais il est trop tôt aujourd'hui pour faire des annonces sur ce point. Des projets susceptibles d'employer des centaines de personnes ne se concrétisent pas en quelques semaines. Il y a un temps nécessaire pour franchir les différents stades d'étude, de décision et de mise en place d'un projet industriel dans le cadre duquel le site sera confronté à une concurrence interne ou externe. Dans ce contexte, tout ce qui pourra renforcer la compétitivité de l'usine sera favorable.

Qu'avez-vous à dire aux élus et à la population girondine ?

Je voudrais dire que si nous nous engageons dans un grand projet structurant, qui nécessitera de gros investissements, nous aurons besoin de tout le monde.

Faites-vous allusion à des demandes de soutien financier ?

Il ne s'agit pas spécifiquement de cela. Ce que je veux dire, c'est que globalement, toutes les parties prenantes doivent s'engager. Dans une économie globalisée, la seule manière de gagner, c'est de conjuguer ses efforts. Pour ce qui me concerne, je vais continuer à m'impliquer fortement dans l'avenir de Blanquefort.

Cela signifie-t-il que vous viendrez une fois par mois en Gironde ?

De Valence en Espagne à Saint-Pétersbourg, j'ai la responsabilité

d'usines employant au total 40 000 salariés. Il me paraît donc difficile de venir un jour par mois à Bordeaux. Mais je ferai tout pour que le site réussisse.

Les salariés attendent davantage de concret

Les dirigeants syndicaux ne sont pas sortis euphoriques de leur rencontre avec Ken MacFarlane. Ils semblaient espérer qu'un coin de voile soit levé sur le grand projet structurant, sans lequel la pérennisation d'un millier d'emplois paraît illusoire. Les syndicalistes ont donc été déçus qu'il n'y ait aucune annonce en ce sens. « Il n'y a rien de vraiment nouveau, c'était du baratin », soulignait Philippe Poutou (CGT) venu commenter la réunion devant quelques dizaines de militants. Ceux-ci avaient dressé un panneau symbolique portant le logo de Ford, toujours absent du toit de l'usine.

Pour les salariés présents, invités ces derniers jours pour certains à repeindre les ateliers, le fait que Ford soit revenu constitue un pas indéniable. Mais ils n'en sont pas pour autant rassurés par la liste de petits projets hétéroclites évoqués jusqu'ici pour compenser partiellement l'arrêt prochain de la fabrication de transmissions pour les Etats-Unis. Survenant après l'annonce de l'arrêt du projet GPL (16 emplois prévus), les propos mi-figue mi-raisin tenus hier par Ken MacFarlane sur le reconditionnement des organes mécaniques (165 emplois potentiels) ne sont pas de nature à les tranquilliser.

Plus de compétitivité

Ken MacFarlane a par ailleurs évoqué la nécessité d'une amélioration de la compétitivité, ce que Philippe Poutou, comme Jean-Luc Gassies (CFTC) considèrent comme une vague menace contre le coût du travail.

D'ores et déjà, un Plan de sauvegarde pour l'emploi basé sur les retraites et le volontariat, sera présenté la semaine prochaine, avec la perspective de faire partir plus de 300 salariés par la voie de la préretraite et du volontariat. Si cette réduction de voilure n'est pas suivie dans les mois qui viennent par des perspectives plus substantielles sur l'avenir du site, Ford aura du mal à garder la confiance des troupes.

B. B.